

MUNICIPALES 2026

Gouverner la ville... et ses habitants à poils et à plumes

Entre pression citoyenne, impératifs sanitaires et nouvelles attentes urbaines, la place de l'animal s'impose comme un enjeu de politique publique. Les collectivités reconfigurent leurs services pour concilier bien-être animal, partage de l'espace et qualité de vie en ville.

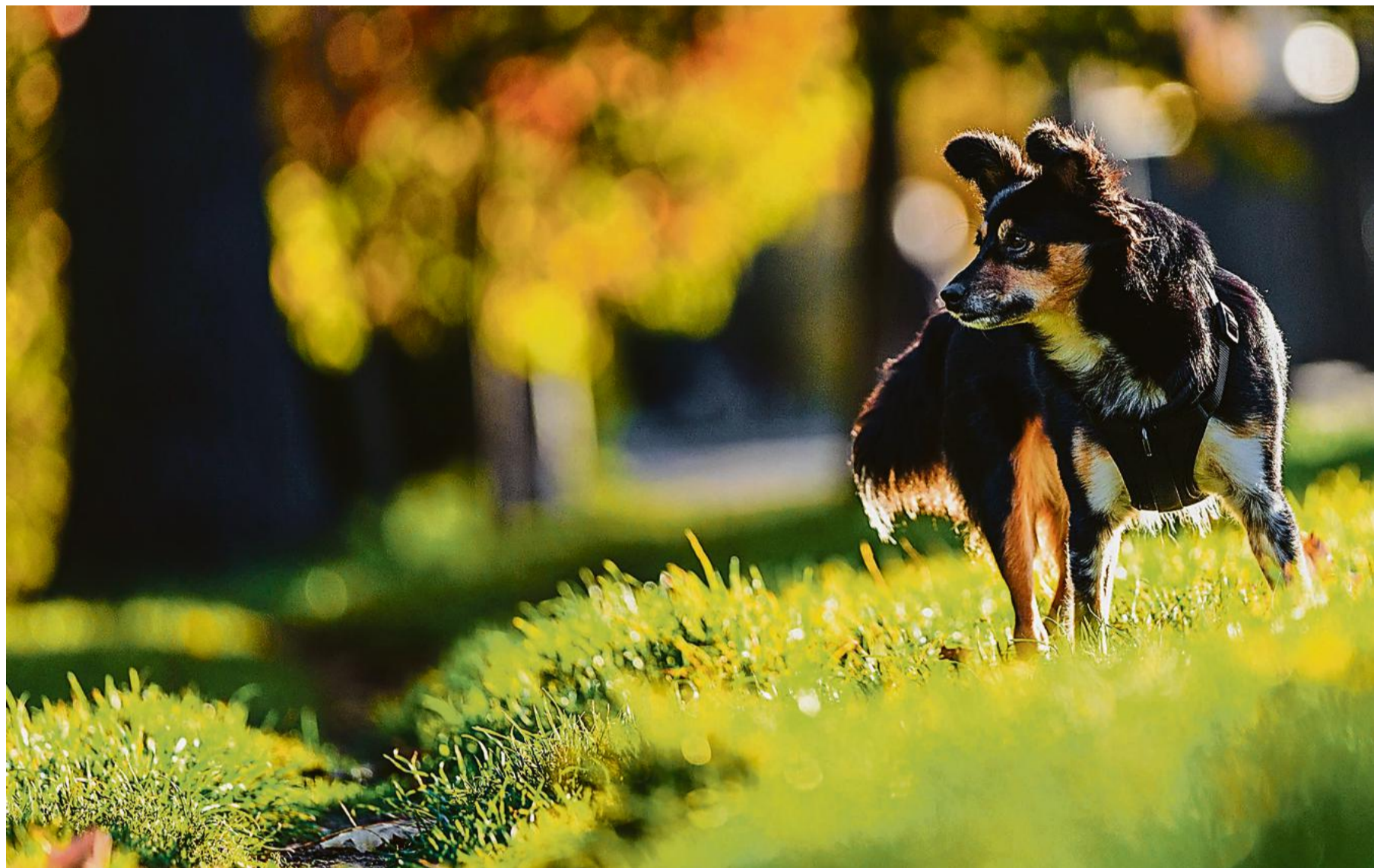
Catherine Bocquet

Un matin, dans une rue résidentielle des Hauts-de-Seine, un maire en campagne n'est interpellé ni sur la fiscalité ni sur les transports. On lui reproche... un distributeur de sacs pour déjections canines vide. « Ça, c'est un sujet sensible », glisse-t-il, mi-amusé, mi-résigné. La scène ferait sourire si elle n'illustrait pas une réalité nouvelle : en ville dense, l'animal est devenu un administré comme un autre, parfois le plus exigeant. Longtemps cantonnée aux marges, la condition animale s'impose désormais dans l'agenda des maires. A mesure que la métropole se densifie, elle révèle tensions de propreté, sécurité, biodiversité et vivre-ensemble.

Près de 295.000 chiens et 500.000 chats vivent dans la Métropole du Grand Paris selon l'Apur. En dix ans, la population féline a progressé de 18% quand celle des chiens reculait de 6%. La géographie animale épouse la géographie sociale : chiens dans l'Ouest parisien et les communes aisées, chats à Montmartre, dans les 15^e et 20^e arrondissements. Dans une région de près de 12 millions d'habitants, la cohabitation devient un exercice d'équilibre entre animaux errants, chats libres, pigeons, rats et retour discret de la faune sauvage.

Certaines collectivités structurent leur action en faveur de la cause animale. A Paris, l'adjoint chargé du sujet, Christophe Najdovski, met en avant un véritable changement d'échelle : « La capitale est passée de presque aucun caniparc en 2020 à 45 aujourd'hui, tandis que treize autres sont à l'étude. » Au total, 165 espaces verts sont accessibles aux chiens

La géographie animale épouse la géographie sociale : chiens dans l'Ouest parisien et les communes aisées, chats à Montmartre, dans les 15^e et 20^e arrondissements.



Près de 295.000 chiens et 500.000 chats vivent dans la Métropole du Grand Paris selon l'Apur. Ici, dans le parc de la Cité internationale universitaire à Paris (14^e arrondissement), en novembre 2025. Photo Antoine Sicot/Temps de Paws

tenus en laisse, avec une gestion « au cas par cas » pour limiter les conflits d'usage.

La ville a aussi inauguré début février, au parc de Bercy, la Maison de l'animal – rebaptisée Maison Jane Goodall – qui prévoit plus de 120 événements consacrés à la relation homme animal et une centaine de consultations vétérinaires solidaires sur un an. Paris met par ailleurs en avant l'arrêt des cirques avec animaux sauvages (une loi est passée en 2021) et privilégie des méthodes non létales pour réguler pigeons et rats.

Son adversaire de droite Rachida Dati se veut, elle aussi, « toutou friendly ». Depuis 2023, la maire du 7^e arrondissement organise des « apéritifs canins ». Elle promet de « donner toute leur place aux animaux en ville », avec des « sentiers Paris 4 pattes » où laisser les chiens sans laisse, l'ouverture des grands parcs, quais de Seine et d'un square par quartier. Elle propose aussi un chèque vétérinaire distribué « aux Parisiens les plus démunis ».

A Levallois-Perret, une délégation dédiée existe déjà depuis 2020. « Les Français attendent une

meilleure considération de la place de l'animal, notamment en ville », observe Constance Braut, conseillère municipale déléguée notamment à la protection animale. Label « Ville amie des animaux – trois pattes », guide pratique, carte d'alerte en cas d'accident : la commune multiplie les dispositifs.

Entre enjeux et contraintes
La question pèse électoralement. En 2020, le Parti animaliste a recueilli entre 1% et 3% des voix dans la plupart des communes franciliennes où il présentait des lis-

tes. Selon Ghalia Mercier, candidate LFI à Clichy, « 63% des Français estiment que les animaux sont mal défendus par les politiques ». Elle plaide pour intégrer davantage le bien-être animal dans la commande publique et généraliser les gestions non létales.

Reste l'équation budgétaire. A Chennevières-sur-Marne, dans le Val-de-Marne, le maire (UDI), Jean-Pierre Barnaud, a engagé 5 millions d'euros dans une Maison de l'animal et du biotope de 1.000 m² : accueil de faune sauvage, prise en charge des chats errants et chiens

perdus, soins accessibles aux ménages modestes. Les consultations solidaires, campagnes de stérilisation et subventions associatives représentent un coût réel, « difficile à estimer globalement car réparti entre plusieurs délégations », reconnaît Christophe Najdovski.

Pour les exécutifs municipaux, l'animal devient un indicateur de qualité de vie autant qu'un test de gestion de la complexité urbaine : arbitrer entre riverains excédés, propriétaires attachés, associations mobilisées et impératifs réglementaires. ■

Tout ce qu'il faut savoir sur les enjeux des municipales en Seine-Saint-Denis

93 A l'approche des élections des 15 et 22 mars, tour d'horizon des luttes locales et des incontournables qui marquent ce scrutin dans les 39 villes du département.

Lucie Romano

Le millésime 2026 des élections municipales en Seine-Saint-Denis est marqué par des divisions locales entre Insoumis, socialistes et communistes, qui rendent l'issue incertaine dans plusieurs villes de gauche. Celles dirigées par un édile de droite ou du centre cherchent à tenir leur position.

● QUELLE GAUCHE ?

PS, PCF, France insoumise... En fonction des villes, ces partis figurent sur les mêmes listes ou des listes concurrentes. La lutte des gauches est engagée dans plusieurs communes, sur fond de souhait de la France insoumise de s'implanter localement et du recul des candidats communistes, dans ce qui a longtemps été le bastion rouge de l'Île-de-France.

Les partis de gauche doivent aussi composer avec les mouvements citoyens présents cette année encore, comme à Bagnolet où le maire sortant PS, Tony Di Martino, allié au PCF, se représente face à son premier adjoint, tête de liste d'un mouvement citoyen et écologiste.

A Romainville, François Dechy, qui l'avait emporté en 2020 avec sa liste citoyenne et de gauche fait face à plusieurs concurrents de gauche ou citoyens.

● PCF ET INSOUIMIS, SEULS OU ENSEMBLE ?

Un accord entre PCF et Insoumis pour présenter un candidat commun dans une dizaine de villes a été conclu en décembre dernier.

Parmi ces communes, la plus grande du département, Saint-Denis-Pierrefitte. Mathieu Hano-

tin, le maire sortant socialiste soutenu par Les Écologistes, Génération.s et Place publique, y affronte, dans une campagne très tendue, Bally Bagayoko, Insoumis soutenu par le PCF.

● DES BASCULES POLITIQUES ?

Les deux dernières élections municipales avaient été marquées par une bascule à droite dans plusieurs communes importantes. C'était le cas en 2014 à Aulnay-sous-Bois, Le Blanc-Mesnil, Livry-Gargan et Villepinte. En 2020, Aubervilliers et Bondy, bastions historiques de la gauche, passaient à leur tour de ce côté de l'échiquier.

A l'inverse, Saint-Ouen était reprise par un socialiste après un mandat à droite, et Saint-Denis, dirigée par le PCF depuis la Libération, devenait socialiste.

● OBJECTIF POUR LA DROITE : GARDER SES VILLES

Pour la droite et le centre, qui dirigent la majorité des 39 villes du département, l'enjeu est moins de conquérir de nouvelles communes que de maintenir les places existantes. A Villepinte notamment, la succession de Martine Valleton (LR) n'est pas garantie.

Noisy-le-Grand, Rosny-sous-Bois et Villemombelle ne semblent pas non plus des forteresses impenables par la gauche.

Gournay-sur-Marne, prise à la droite pendant deux mandats par Eric Schlegel (sans étiquette) pourrait à l'inverse reprendre l'étiquette.

● LES CAS TRÈS PARTICULIERS

Devenu recteur de l'académie de Strasbourg en juin 2024, Olivier Klein se représente à la tête de Cli-

chy-sous-Bois. Socialiste passé par le gouvernement d'Elisabeth Borne en 2022, maire de 2011 à 2022, il avait repris les rênes de la commune en 2023.

A Sevran, l'ancien maire, Stéphane Gatignon (ex-EELV), qui avait créé la surprise en démissionnant en 2018, défie son ancien premier adjoint devenu maire (divers gauche) en 2020, Stéphane Blanchet.

● LE PRIX DE LA LONGÉVITÉ

Christian Demuynck, le maire LR de Neuilly-Plaisance, en poste depuis 1983, veut remettre l'écharpe. A 78 ans, il est le doyen des candidats.

A l'inverse, des figures locales quittent leur mairie. François Asensi, maire divers gauche de Tremblay-en-France, passe la main après six mandats. Tout comme

Gilles Poux, maire communiste de La Courneuve depuis trente ans.

● DEUX PARLEMENTAIRES DANS LA BATAILLE

A La Courneuve, Aly Diouara, élu député La France insoumise en 2024, cherche à récupérer le siège laissé vacant par Gilles Poux.

Au Blanc-Mesnil, Thierry Meignen, sénateur (LR) depuis 2021, a l'intention de récupérer le fauteuil de maire laissé à son adjoint Jean-Philippe Ranquet en raison du non-cumul des mandats. Il se présente comme « président de la majorité municipale » et continue de conduire les affaires de la ville.

● DES CANDIDATS RN

Trois candidats RN se sont lancés dans la bataille des municipales dans le département, à Stains, Villemombelle et Rosny-sous-Bois. ■